

RETOUR SUR LES JOURNÉES DE MOBILISATION AVANT LA MANIF DU 22 JUIN

Après Nantes, Lyon, Dijon, Laruns, Gardanne... le tour de France de contestation animé par la FNME est aussi passé par Flamanville, Tulle et Gravelines.



Plus d'un millier de salariés du secteur l'énergie ont aussi dénoncé, à Flamanville, le démantèlement du service public de l'énergie. La manœuvre « marketing » du gouvernement, consistant à rebaptiser « Hercule » en « Grand EDF » n'a dupé ni les militants et salariés ni les élu.e.s de tous bords qui se sont mobilisés. Tour à tour, Sébastien Menesplier, des élus syndicaux (instances de représentativité EDF, unions départementales), des associations, des élus de la nation... se sont succédés derrière les micros pour réaffirmer leur opposition au projet de démantèlement d'EDF et à l'éclatement d'Engie. De concert, ils ont tous martelé l'importance d'un service public de l'énergie.

Les modes de production doivent se conjuguer, pas se concurrencer

Un service public de l'énergie validé et élargi au plan politique

L'opiniâtreté des militants et adhérents de la CGT porte ses fruits et tous ces appuis politiques confirment la réussite syndicale à faire rayonner ce débat au-delà du seul périmètre de nos entreprises. Le projet Hercule, initialement prévu fin d'année 2020, puis qui devait être présenté en conseil des ministres le 19 mai 2021, n'est toujours pas mis en œuvre ! Impossible maintenant de le faire adopter en catimini à l'assemblée, où les interventions de députés de tous bords ont joué leur rôle : c'est un caillou (de plus) dans la chaussure du gouvernement. Cette réforme, de reports en reports, attend toujours son passage devant le Conseil d'État.

Toutes ces journées d'actions ont aussi été placées sous le

Quelques extraits d'interventions des élus politiques

« Les difficultés financières du groupe EDF sont une conséquence de l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie, voulue par la commission européenne et son idéologie libérale. Et ce sont les usagers, devenus des clients, qui paient le prix. Pour nous, le mot d'ordre doit être la création d'un pôle de l'énergie ». Adrien Quatennens député de la France Insoumise.

« La volonté de dépecer et privatiser EDF est freinée et les mobilisations sociales les initiatives prises par les parlementaires et par de nombreux élus locaux attachés au service public n'y sont pas étrangères. La libéralisation et les privatisations se traduisent invariablement par des profits juteux pour les actionnaires, quand c'est la nation qui a réalisé les investissements ; par des hausses de tarifs pour les usagers ; par des leviers en moins pour la transition énergétique et l'égalité républicaine. Nous savons que les modes de production doivent se conjuguer, pas se concurrencer ». Céline Brulin sénatrice communiste.

« Les libéraux ont en horreur le Service Public et livrent tout au marché et aux appétits des financiers. Le combat que mènent aujourd'hui les gaziers et électriciens est un combat d'intérêt général ». Fabien Gay député PCF.

Ces élus, et d'autres comme le député PCF Sébastien Jumel, ont participé à plusieurs rassemblements FNME, convaincus du caractère mortifère de ces projets tant pour nos entreprises que pour les citoyens et la Nation.

signe de la convivialité et la joie de se retrouver (enfin), pour défendre nos entreprises, après ces longs mois de restrictions sanitaires. Leur réussite est le fruit de l'investissement des syndicats locaux en charge de l'organisation. Chacun en ressort déterminé pour mobiliser toujours et encore plus pour la grande manifestation nationale du 22 juin à Paris.